

**Israël - Territoires palestiniens -
Blocus de Gaza - Réponse de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, à une
question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 01 août 2018)**

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

Vous faites référence à ce qui vient de se passer dans la bande de Gaza. Il est vrai qu'il y a rarement de bonnes nouvelles en provenance de Gaza, mais récemment, la situation est devenue particulièrement préoccupante. Il y a deux éléments dans votre intervention. Le premier, c'est la situation d'un bateau et de l'une de nos compatriotes, le deuxième, c'est la situation générale à Gaza.

Ce n'est pas la première fois qu'une flottille se rend en direction de Gaza pour à la fois protester contre le blocus et apporter de l'aide humanitaire, et ce n'est pas la première fois que les bateaux d'une telle flottille sont arraisonnés par la marine israélienne. C'est ce qui s'est passé dimanche, tous les passagers de Al Awda ont été arrêtés, et parmi eux, l'une de nos compatriotes, Sarah Katz.

C'est naturellement notre première préoccupation. Le consulat lui a rendu visite dès hier, nous vérifions que le droit international lui est bien appliqué et bien sûr, nous mettons en oeuvre toute la protection consulaire à laquelle elle a droit. Pendant ce temps, la cargaison humanitaire que contenait le bateau est acheminée vers Gaza.

Plus largement, la situation à Gaza est particulièrement préoccupante. Bien sûr, il y a une crise humanitaire, mais sans crise politique, il n'y aurait pas de crise humanitaire et cette crise politique est due à l'absence de perspectives de paix pour les territoires palestiniens.

Notre position est claire et connue, mais je la redis encore plus clairement aujourd'hui puisque vous m'y invitez. Nous souhaitons que le blocus de Gaza soit levé, en tenant compte des garanties de sécurité nécessaires pour l'Etat israélien. Nous souhaitons que les négociations reprennent bien évidemment et qu'une solution à deux Etats vivant côte-à-côte, dans des frontières sûres, dans la paix et la sécurité avec Jérusalem comme capitale puisse prévaloir.

Nous y travaillons, Jean-Yves Le Drian est aujourd'hui en Jordanie notamment sur ce sujet./.